

question au premier ministre? Pourrait-il nous dire quelle voie le gouvernement entend suivre au sujet des modifications qu'il se propose d'apporter à la procédure de la Chambre? Saisira-t-il directement la Chambre de ses propositions pour qu'elle prenne une décision, et le Comité spécial de la procédure et de l'organisation sera-t-il reconstitué et saisi des propositions du gouvernement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, cette question est à l'étude. On en a discuté ce matin et, dès que je le pourrai, je présenterai à la Chambre un rapport sur la procédure qu'il faudrait suivre, selon moi, relativement à cette importante question.

M. Knowles: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je me demande si le premier ministre songerait à consulter des représentants des autres partis avant de prendre une décision, car cette question touche la Chambre des communes et nous intéresse tous.

Le très hon. M. Pearson: Oui, monsieur l'Orateur, je crois que c'est une bonne idée, et que nous devrions en discuter avec des représentants de tous les partis.

COMPAGNIE DES JEUNES CANADIENS

INTÉGRATION D'ORGANISMES UNIVERSITAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. H. Aiken (Parry-Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Comme le gouvernement a annoncé son intention d'établir un genre de Corps de la paix pour les jeunes Canadiens, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre quel rôle jouera le SUCO, Service universitaire canadien outre-mer, à l'avenir?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore réglé tous les détails de la question, mais le gouvernement espère pouvoir intégrer à la Compagnie des jeunes Canadiens ceux qui font déjà ce genre de travail outre-mer. Peut-être sera-t-il souhaitable de le faire sans rien changer aux organismes intéressés, c'est-à-dire en les associant à la Compagnie projetée et en fournissant aux organismes universitaires—il m'en vient un à l'esprit, en particulier—l'appui qu'ils méritent, à mon avis.

M. Aiken: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Faut-il en conclure que le SUCO sera intégré à la nouvelle Compagnie?

[M. Knowles.]

Le très hon. M. Pearson: Il nous faudra en discuter avec les responsables du SUCO qui ont fait du si beau travail à cet égard.

(Texte)

L'AGRICULTURE

A PROPOS D'UNE DEMANDE D'AIDE POUR LES CULTIVATEURS DE L'ABITIBI-TÉMISCA- MINGUE-LAC-SAINT-JEAN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

A-t-il l'intention de répondre bientôt à la demande du ministre de l'Agriculture du Québec de venir en aide aux cultivateurs de l'Abitibi-Témiscamingue-Lac-Saint-Jean, dont les récoltes ont été dévastées par la mauvaise température, l'an dernier?

(Traduction)

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur.

LE COMMERCE

EXTENSION DE LA POLITIQUE DE LIBRE-ÉCHANGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre du Commerce. Elle m'est inspirée par un passage de son discours d'hier soir à Toronto devant l'Association des importateurs canadiens. En bref, il a dit:

Avec sa population restreinte, le Canada ne peut évidemment pas soutenir tout l'éventail des divers produits qu'exigent ces consommateurs. Il n'a pas non plus les moyens de payer les études d'avant-projet et d'amélioration technique de tous les articles produits.

En se fondant sur ce raisonnement, le gouvernement a-t-il l'intention d'étendre à d'autres industries, comme celles du vêtement, des textiles, des appareils ménagers et des avions, la politique de libre-échange énoncée dans le traité canado-américain sur l'automobile?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, toute nouvelle réduction des tarifs canadiens fera l'objet des négociations multilatérales actuellement en cours à Genève dans le cadre de la négociation Kennedy. Je ne suis pas en mesure, évidemment, de parler de négociations passées et tous les pays participants ont adopté à cet égard la même attitude.

M. Hales: Une question supplémentaire. Le ministre pourrait-il nous dire si des ententes dans la même veine ont été conclues avec les fabricants de meubles?